

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

11 septembre 2019

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'élaboration d'une convention
internationale visant à lutter contre
la discrimination des personnes âgées**

(déposée par Mme Els Van Hoof)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

11 september 2019

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over een internationale conventie
tegen leeftijdsdiscriminatie
van ouderen**

(ingediend door mevrouw Els Van Hoof)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3034/001.

Les aînés sont le segment de notre société qui connaît la croissance la plus forte. Ainsi que le révèle l'“*United Nations Population Fund*”, on recensait en 2017 962 millions de personnes de plus de 60 ans dans le monde, soit deux fois plus qu'en 1980, un chiffre qui doublera encore d'ici 2050 pour atteindre 2,1 milliards. Par ailleurs, les personnes qui ont 65 ans vivront un an et demi de plus qu'il y a dix ans. Malgré la place croissante qu'elles occupent dans notre société, ces personnes sont confrontées à de nombreux problèmes: elles font l'objet de discriminations et vivent plus souvent dans la pauvreté, elles sont victimes d'abus et de violences et il y a un manque de mesures et de dispositifs adaptés¹. Il ressort de différents rapports que l'arsenal actuellement disponible en matière de droits de l'homme ne comporte pas suffisamment de dispositions spécifiques pour lutter contre la discrimination liée à l'âge et qu'il doit donc être renforcé sur ce point.

La discrimination liée à l'âge consiste à opérer une distinction directe ou indirecte basée sur l'âge qui ne se justifie pas par un objectif qui pourrait être légitime en vertu de dispositions légales. La discrimination des aînés (“*âgisme*”) se fonde quant à elle sur l'âge avancé des intéressés. L'“*âgisme*” est un phénomène socialement construit dans le cadre duquel une certaine valeur (négative) est attribuée aux personnes âgées en raison d'idées et perceptions véhiculées au sein de la société².

Cadre international

La Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies (A/RES/217, 10 décembre 1948) offre un cadre indicatif en la matière. Bien que juridiquement non contraignante, la DUDH revêt encore à l'heure actuelle une importance considérable en tant que norme morale et juridique générale et elle est souvent utilisée comme source d'inspiration pour de nouvelles conventions internationales ou constitutions nationales. Ce document confère à tout

¹ AGE. (2016). Intergenerational Solidarity. Position on Structural Ageism. Consulté sur http://www.age-platform.eu/sites/default/files/AGE_IntergenerationalSolidarity_Position_on_Structural_Ageism2016.pdf.

² Chung, C. (2010). The Necessity of a Human Rights Approach and Effective United Nations Mechanism for the Human Rights of the Older Person. *Human Rights Council Advisory Committee, Working Paper, Jan.*

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3034/001.

De oudere bevolking is het grootst groeiende segment van de samenleving. Zoals blijkt uit het “*United Nations Population Fund*” waren er in 2017 wereldwijd 962 miljoen mensen ouder dan 60, dit is twee keer zoveel dan in 1980, en dit cijfer zal tegen 2050 nog eens verdubbelen tot 2,1 miljard. Ook leven mensen op hun vijfenzestigste nu anderhalf jaar langer dan tien jaar geleden. Ondanks hun groeiende belang in de maatschappij ervaart deze groep meervoudige problemen: ze krijgen te maken met discriminatie, ze leven vaker in armoede, er is een gebrek aan gepaste maatregelen en voorzieningen en ze worden het slachtoffer van misbruik en geweld¹. Uit verschillende rapporten blijkt dat het huidige mensenrechteninstrumentarium onvoldoende specifieke bepalingen kent om leeftijdsdiscriminatie te bestrijden en dat het hierdoor moet worden uitgebreid.

Leeftijdsdiscriminatie is het maken van een direct of indirect onderscheid op basis van leeftijd dat niet wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel volgens de wettelijke bepalingen. Bij leeftijdsdiscriminatie van ouderen (“*ageism*”) worden mensen gediscrimineerd op basis van hun “oud zijn”. “*Ageism*” is een sociaal geconstrueerd fenomeen, waarbij op basis van opvattingen en percepties in een samenleving een bepaalde (negatieve) waarde wordt toegekend aan het hebben van een oude leeftijd².

Internationaal kader

De Universele Verklaring voor de Rechten van de Mens, aangenomen door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties (A/RES/217, 10 december 1948) biedt een richtinggevend kader. De UVRM is, hoewel juridisch niet afdwingbaar, tot op heden van grote betekenis als algemene morele en juridische standaard, en als vaak gebruikte bron voor nieuwe internationale verdragen of nationale grondwetten. In het document worden aan elke mens onvervreembare rechten toegekend, los van

¹ AGE. (2016). Intergenerational Solidarity. Position on Structural Ageism. Geraadpleegd op http://www.age-platform.eu/sites/default/files/AGE_IntergenerationalSolidarity_Position_on_Structural_Ageism2016.pdf.

² Chung, C. (2010). The Necessity of a Human Rights Approach and Effective United Nations Mechanism for the Human Rights of the Older Person. *Human Rights Council Advisory Committee, Working Paper, Jan.*

être humain des droits inaliénables, sans distinction de sexe, de religion, de nationalité, d'origine ethnique, d'âge ou de toute autre situation. D'autres documents ont vu le jour à la suite de cette Déclaration: le "Pacte international relatif aux droits civils et politiques" (PIDCP) et le "Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels" (PIDESC) (adoptés par l'Assemblée générale en 1966 et en vigueur depuis 1976). Ces textes, qui convertissent les principes en instruments juridiquement contraignants, sont connus sous le nom de "Charte internationale des droits de l'homme".

Suite à la Déclaration, plusieurs conventions visant à garantir les droits spécifiques de différents groupes vulnérables qui ne bénéficient pas d'une protection suffisante ont été élaborées: la "Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale" (1965), la "Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes" (1979), la "Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants" (1984), la "Convention relative aux droits de l'enfant" (1989), la "Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille" (1990), la "Convention relative aux droits des personnes handicapées" (2006) et la "Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées" (2006).

Bien que ces conventions ne soient pas véritablement contraignantes – il n'y a pas moyen de mettre en œuvre des mécanismes de sanction efficaces à l'encontre des États qui n'en respectent pas les dispositions, le processus de *monitoring* n'étant pas non plus contraignant –, elles ont une importance considérable. En signant une convention, les États s'engagent à prendre des mesures de lutte contre la discrimination liée à l'âge. Bien que les États ne s'exposent donc à aucune sanction lorsqu'ils omettent d'adopter certaines mesures, il s'agit malgré tout d'un moyen de pression qui les oblige à justifier pourquoi ils ne l'ont pas fait. Ainsi, les conventions forment une base qui peut être utilisée pour la mise en œuvre de lois et de droits nationaux en faveur des personnes âgées. Elles ont également une valeur juridique indirecte, car elles offrent aux citoyens la possibilité de porter plainte au niveau international contre une violation de leurs droits lorsqu'ils ont déjà épuisé toutes les voies de recours nationales.

Il n'existe pas de convention consacrée à la problématique spécifique de la discrimination liée à l'âge. Bien que les droits de l'homme soient universels et qu'ils s'appliquent donc également aux aînés, ces derniers n'ont que peu d'instruments juridiques spécifiques contraignants à leur disposition. Le principe de non-discrimination des personnes âgées ne figure que de manière indirecte

geslacht, religie, nationaliteit, etnische origine, leeftijd of een andere status. Volgend op het verdrag werden het "*International Covenant on Civil and Political Rights*" (ICCPR) en het "*International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights*" (ICESCR) gesloten (aangenomen in de Algemene Vergadering in 1966 en van kracht in 1976). Deze convenanten zetten de principes om in juridisch bindende instrumenten en worden beschreven als de "*International Bill of Human Rights*".

In navolging van het verdrag werden enkele conventies geschreven om specifieke rechten te waarborgen voor verschillende kwetsbare groepen, die onvoldoende worden beschermd: "*Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*" (1965), "*Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women*" (1979), "*Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment*" (1984), "*Convention on the Rights of the Child*" (1989), "*Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families*" (1990), "*Convention on the Rights of Persons with Disabilities*" (2006), "*Convention for the Protection of all Persons from Enforced Disappearance*" (2006).

Hoewel deze conventies in zekere mate vrijblijvend zijn – er zijn geen effectieve sanctiemechanismen mogelijk voor staten die de verdragsbepalingen niet naleven en ook het monitoringsproces blijft vrijblijvend – kennen ze een belangrijke waarde. Door een conventie te sluiten, verbinden staten zich ertoe om maatregelen te nemen om leeftijdsdiscriminatie te bestrijden. Hoewel de maatregelen dus niet afgedwongen kunnen worden met sancties, is het wel een zeker drukkingsmiddel waardoor staten moeten verantwoorden waarom ze bepaalde maatregelen niet nemen. Zo biedt een conventie een inhoudelijke leidraad die kan worden gebruikt om nationale wetten en rechten rond ouderen te implementeren. Het heeft ook een indirect juridische waarde. Burgers krijgen de mogelijkheid om internationaal klacht in te dienen tegen een schending van hun rechten wanneer de nationale rechtsmiddelen zijn opgebruikt.

Over discriminatie op basis van leeftijd bestaat geen specifieke conventie. Hoewel mensenrechten universeel zijn, en dus ook van toepassing zijn op ouderen, zijn er weinig specifieke, juridisch bindende instrumenten waarop ouderen zich kunnen beroepen. Het UVRM maakt slechts indirect melding van een principe van non-discriminatie van ouderen. Belangrijk is bijvoorbeeld

dans la DUDH. On peut par exemple citer à cet égard l'article 25 (1), qui s'applique aux personnes âgées: toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille. Plusieurs autres dispositions du protocole additionnel PIDESC, à savoir celles concernant les droits afférents au travail (articles 6 et 7), le droit à la sécurité sociale (article 9), le droit à un niveau de vie adéquat (article 11) et le droit à l'éducation (article 13), peuvent être appliquées aux aînés. Certaines conventions comme celle sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (article 11) comportent également quelques articles relatifs à l'âge.

Pour le reste, les mécanismes directement axés sur l'âge relèvent uniquement de la *soft law*. Une conférence mondiale consacrée au vieillissement de la population s'est tenue à Vienne en 1982. Le "Plan d'action international sur le vieillissement" a été adopté le 3 décembre 1982 par l'Assemblée générale des Nations unies (résolution 37/51). On retrouve dans ce plan 62 recommandations qui ont été adoptées par les gouvernements pour relever au niveau mondial le défi que représente le vieillissement de la population.

Le 16 décembre 1991, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution 46/91 intitulée "Principes des Nations unies pour les personnes âgées" qui, dans le droit fil de la DUDH, du "Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels" et du "Pacte international relatif aux droits civils et politiques", met l'accent sur les principes suivants: indépendance, participation, soins, épanouissement personnel et dignité. Cette résolution comporte 19 principes relevant des cinq domaines précités et concernant l'accès aux soins et au marché de travail, l'intégration des aînés au sein de la société et le droit de ceux-ci à vivre en sécurité et à mener une vie conforme à la dignité humaine. Une première Année internationale des personnes âgées a été organisée en 1999. En 2002, un nouveau "Plan d'action international sur le vieillissement" (PAIMV) a été mis en place à Madrid. Ce plan d'action prévoit que chaque État membre doit faire l'objet d'un suivi tous les cinq ans. Il comporte également des recommandations et prévoit un *feedback* de la politique menée à l'égard des personnes âgées, une attention particulière étant accordée au développement, à la santé et au bien-être des personnes âgées, ainsi qu'à la question de savoir si elles évoluent dans un environnement porteur et favorable. Une conférence sur le vieillissement a été organisée à Lisbonne les 21 et 22 septembre 2017 par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CENUE), qui s'est penchée sur le PAIMV.

Le rapport Chung présenté en 2010 devant les Nations unies décrit les différentes limitations des droits civils

artikel 25 (1) van dit verdrag dat toepasbaar is op ouderen: iedereen heeft het recht om een levensstandaard te hebben die voldoende is voor de gezondheid en het welzijn van zichzelf en zijn familie. Ook enkele andere artikels in het aanvullend convenant ICESCR, met name werkgerelateerde rechten (artikel 6-7), de rechten op sociale zekerheid (artikel 9), het recht op een adequate levensstandaard (artikel 11) en op onderwijs (artikel 13) kunnen worden toegepast op ouderen. In sommige conventies, zoals CEDAW artikel 11, verwijzen ook enkele artikels naar leeftijd.

Het instrumentarium met mechanismen rechtstreeks toegespitst op leeftijd bestaat verder enkel uit *soft law* -bescherming. In 1982 werd in Wenen een wereldconferentie gehouden over de verouderende bevolking. Het "*International Plan of Action on Ageing*" werd door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties bekrachtigd op 3 december 1982 (resolutie 37/51). In dat plan werden 62 aanbevelingen geformuleerd en door de regeringen aangenomen om wereldwijd de uitdagingen van een ouder wordende bevolking aan te gaan.

Op 16 december 1991 nam de Algemene Vergadering van de VN als resolutie 46/91 de "*United Nations Principles for Older Persons*" aan. In de lijn van de UVRM, de "*International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights*", de "*International Covenant on Civil and Political Rights*" werden volgende principes naar voren geschoven: onafhankelijkheid, participatie, zorg, zelfontplooiing en waardigheid. Op basis van deze vijf gebieden staan 19 principes in deze resolutie, met name toegang tot zorg en de arbeidsmarkt, integratie van ouderen in de samenleving en een waardig en veilig leven voor ouderen. In 1999 werd een eerste Internationaal jaar voor ouderen georganiseerd. In 2002 werd in Madrid een nieuw "*International Plan of Action on Ageing*" (MIPAA) georganiseerd. Door dit actieplan wordt elke lidstaat om de vijf jaar gereviewd en worden er aanbevelingen en feedback geformuleerd over het beleid op het vlak van oudere personen. Hierbij wordt er gelet op de ontwikkeling, de gezondheid en het welbevinden van oudere personen en de al dan niet activerende en ondersteunende omgeving waarin oudere personen zich bevinden. Op 21 en 22 september 2017 was er een conferentie over "*ageing*" georganiseerd door de *United Nations Economic Commission for Europe* (UNECE) in Lissabon die zich boog over MIPAA.

In 2010 kwam in de VN het Chung-rapport uit dat de verschillende beperkingen van burgerrechten van

dont sont victimes les personnes âgées. Ce rapport conclut que l'actuel arsenal des droits de l'homme doit être étendu, notamment par une convention. Il a donné naissance au "Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement", qui examine notamment la possibilité d'élaborer une telle convention. Entre-temps, le groupe de travail s'est réuni dix fois. La dernière réunion remonte à avril 2019. La prochaine réunion est prévue pour avril 2020.

Cadre européen

L'Union européenne est également un acteur actif dans le domaine des droits de l'homme, avec notamment la Convention européenne des droits de l'homme (1950), qui interdit la discrimination (article 14), et plusieurs protocoles, plans d'action et directives extensifs. L'article 23 de la Charte sociale européenne révisée (1996) dispose que les personnes âgées ont droit à une protection sociale et demande aux États membres de prendre des mesures tendant "à permettre aux personnes âgées de demeurer le plus longtemps possible des membres à part entière de la société (...), à permettre aux personnes âgées de choisir librement leur mode de vie et de mener une existence indépendante dans leur environnement habituel aussi longtemps qu'elles le souhaitent (...), et à garantir aux personnes âgées vivant en institution l'assistance appropriée dans le respect de la vie privée, et la participation à la détermination des conditions de vie dans l'institution".

Avec l'article 25 de la Charte des droits fondamentaux (18 décembre 2000) et l'article 2 du Traité de Lisbonne de 2007, l'Union européenne a créé une large assise pour la protection des droits des personnes âgées. L'article 25 de la Charte reconnaît expressément que les personnes âgées ont le droit de mener une vie digne et de participer à la vie sociale et culturelle. L'article 2 du Traité de Lisbonne stipule que l'un des objectifs de l'Union européenne est de promouvoir le bien-être de ses peuples.

Par ailleurs, l'UE prend de nombreuses initiatives en matière de lutte contre la discrimination, mais aussi de soins aux personnes âgées, de lutte contre la pauvreté, etc. Ainsi, la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 du Conseil vise à créer un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail. Sur cette base, plusieurs États membres ont révisé leur législation antidiscrimination. Nous pouvons également citer, en guise d'exemple, les initiatives du Conseil européen relatives aux "soins de proximité", la transition des soins traditionnels et en institution vers ce modèle de soins ayant été expressément inscrite, en 2014, dans

ouderen beschreef. Het rapport concludeert dat het huidige mensenrechteninstrumenten uitbreiding nodig heeft, onder meer met een conventie. Hierop startte de "Open-Ended Working Group on Ageing", die onder meer de mogelijkheid van zo'n conventie onderzoekt. De werkgroep kwam inmiddels tien keer samen. De laatste keer in april 2019. Een volgende samenkomst is gepland in april 2020.

Europees kader

Op het vlak van de mensenrechten is ook de Europese Unie een actieve actor met onder meer een Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (1950) met een verbod op discriminatie (artikel 14) en verschillende uitbreidende protocollen, actieplannen en richtlijnen. Artikel 23 van het hernieuwde Europese Sociale Charter (1996) stelt dat "ouderen recht hebben op sociale bescherming" en roept de lidstaten op om maatregelen te nemen die "ouderen in staat moeten stellen om zo lang als mogelijk volwaardige leden van de maatschappij te blijven, het ouderen mogelijk te maken om hun levensstijl vrij en onafhankelijk te leiden in een familiale omgeving voor zo lang zij dit willen en om ervoor te zorgen dat ouderen in instituties kunnen leven die de nodige steun bieden met respect voor privacy en participatie in de beslissingen omtrent de levensomstandigheden in deze instituties".

De Europese Unie heeft met artikel 25 van het Handvest van de grondrechten (18 december 2000) en artikel 3 van het Verdrag van Lissabon uit 2007 een brede basis gelegd ter bescherming van ouderenrechten. Artikel 25 van het Handvest erkent uitdrukkelijk dat ouderen het recht hebben om waardig te leven en deel te nemen aan de samenleving. Artikel 3 van het Verdrag van Lissabon formuleert één van de doelstellingen van de Europese Unie als "bijdragen tot het welzijn van de mensen".

Daarnaast onderneemt de EU vele initiatieven met betrekking tot anti-discriminatie, maar ook ouderenzorg, armoedebestrijding, etc. Zo was er de richtlijn 2000/78/EG op 27 november 2000 van de Raad tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep. Op basis hiervan stelden verschillende lidstaten een hernieuwde anti-discriminatiewetgeving op. Een ander voorbeeld zijn de initiatieven van de Europese Raad in verband met "community-based care" waarmee in 2014 de overgang van de traditionele en institutionele zorg naar dit model uitdrukkelijk werd opgenomen in "the new regulations on European Cohesion Policy".

les nouvelles règles en matière d'investissements dans la politique de cohésion européenne qui ont ensuite fait l'objet de plusieurs directives.

En avril 2017, l'UE a présenté le "Socle européen des droits sociaux", qui a été publié en novembre de la même année. Ce socle vise à concrétiser les droits des personnes âgées, répartis en trois grandes catégories: égalité des chances et accès au marché du travail, conditions de travail équitables et protection et insertion sociales. Dans ces trois domaines, vingt principes importants sont énumérés, certains d'entre eux s'appliquant à la protection contre la discrimination sur la base de l'âge, notamment: l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (03), indépendamment de l'âge, le droit à un soutien actif à l'emploi (04), le droit à l'apprentissage tout au long de la vie (01) et le droit à des soins de longue durée (18). Bien que le texte ait une certaine valeur constitutionnelle, étant donné que les nouvelles réglementations européennes devront respecter les principes du socle, il n'octroie pas de nouvelles compétences ni de nouvelles tâches à l'UE. L'UE n'établira donc pas de directives relatives aux pensions, aux soins de longue durée ou à d'autres aspects liés aux personnes âgées. Bien que ces droits ne soient pas directement exigibles en l'absence de nouvelles mesures, la Cour européenne de justice peut, à l'avenir, faire référence à ce socle lors de l'interprétation de la législation européenne.

Au sein de l'*Open-Ended Working Group* des Nations unies, l'UE adopte également une position forte en faveur des droits des personnes âgées. Cela ressort également de la position de l'UE lors de l'*"Open-Ended Working Group on Ageing"*, où il a encore été souligné, lors de la huitième session (7 juillet 2017) qu'il existe une nécessité urgente d'améliorer les droits des personnes âgées.

Droits de l'homme et discrimination

Ces dernières décennies, un changement de paradigme a eu lieu au sein de la communauté internationale en ce qui concerne la discrimination des personnes âgées, la problématique étant désormais abordée comme un problème lié aux droits de l'homme. Avant les années 1960, le fait de vieillir était un processus de déchéance menant à l'exclusion et n'était pas défini comme un problème de société. Dans les décennies qui ont suivi, on a progressivement pris conscience, au niveau international, du fait qu'à l'instar de tout individu, les personnes âgées ont des droits. Elles doivent pouvoir fonctionner comme des personnes et des citoyens à part entière. Il

investments" waarna er hierover verschillende richtlijnen werden uitgevaardigd.

In april 2017 stelde de EU de "*European Pillar of Social Rights*" voor en deze werd afgekondigd in november van dat jaar. Deze pijler heeft als doel om ouderenrechten effectief te realiseren, in 3 hoofdcategorieën: gelijke kansen en toegang tot de arbeidsmarkt, goede werk-omstandigheden en sociale bescherming en inclusie. In deze drie domeinen worden twintig belangrijke principes opgesteld, waarbij enkele van toepassing zijn op bescherming tegen leeftijdsdiscriminatie, waaronder: het recht op gelijke kansen van mannen en vrouwen (03), los van leeftijd, het recht op actieve steun in tewerkstelling (04), recht op *lifelong-learning* (01) en recht op lange termijnzorg (18). Hoewel de tekst een zekere grondwettelijke waarde heeft, aangezien nieuwe Europese regelgeving de principes van de pijler zal moeten respecteren, zorgt het niet voor nieuwe competenties of taken voor de EU. De EU zal dus geen directieven voor pensioenen, lange termijnzorg of andere aspecten implementeren. Hoewel de rechten niet rechtstreeks afdwingbaar zijn zonder nieuwe maatregelen, kan het Europees Hof van Justitie in de toekomst wel refereren naar deze pijler bij het interpreteren van Europese wetgeving.

Ook in de *Open-Ended Working Group* in de Verenigde Naties neemt de EU een sterke positie in ten voordele van de rechten van ouderen. Dit blijkt ook uit de positie van de EU in "*Open-Ended Working Group on Ageing*", waar tijdens de achtste sessie (7 juli 2017) nog werd benadrukt dat er een "een urgente noodzaak is voor een verbetering van de mensenrechten van ouderen".

Mensenrechten en discriminatie

De jongste decennia vond binnen de internationale gemeenschap een paradigmashift plaats inzake leeftijdsdiscriminatie van senioren, waarbij de problematiek wordt benaderd als een probleem van mensenrechten. Voor de jaren '60 was het hebben van een oudere leeftijd een aftakelingsproces naar exclusie en werd dit niet gedefinieerd als een maatschappelijk probleem. In de daaropvolgende decennia groeide het internationale besef dat ouderen, net als elk individu, dragers zijn van rechten. Ze moeten als persoon en als burger volwaardig kunnen functioneren. Uit studies van verschillende internationale organisaties (UNECE, VN, AGE, EU, ...) blijkt

ressort cependant d'études de plusieurs organisations internationales (UNECE, Nations unies, AGE, UE, ...) que les personnes âgées sont empêchées, de différentes manières, de bénéficier de leurs droits de citoyens. Les personnes âgées sont plus fréquemment victimes de discrimination (contrairement au droit prévu à l'article 6 de la DUDH), d'abus et de violence (article 3 de la DUDH), de pauvreté (article 22 de la DUDH) et de problèmes de santé (article 25 de la DUDH).

Discrimination: sur la base de divers préjugés et stéréotypes fondés sur l'âge, les personnes âgées font l'objet de discriminations tant interpersonnelles qu'institutionnelles³. Il y a discrimination dans différents domaines:

1. *Au travail* (article 23 de la DUDH): le fait d'être âgé de plus de 55 ans est toujours considéré comme un inconvénient en matière d'emploi⁴. Les personnes âgées ont moins de chances d'être invitées à un entretien d'embauche et ont également plus de difficultés à conserver leur emploi. Outre les problèmes de santé, cette situation résulte souvent de stéréotypes relatifs aux travailleurs âgés: ainsi, ils seraient moins flexibles, travailleraient plus lentement et seraient plus souvent malades. Le fait que tant les autorités que les employeurs n'investissent pas suffisamment dans les compétences des plus de 50 ans afin de leur offrir des perspectives de progression démotive cette catégorie de travailleurs. Mais les plus de 50 ans doivent, eux aussi, investir en eux-mêmes, notamment en continuant à se former tout au long de leur vie afin de rester mobilisables sur le marché de l'emploi. Des considérations économiques peuvent aussi jouer, comme l'octroi de subsides importants pour l'engagement de jeunes chômeurs. Selon le rapport de M. Chung, les personnes âgées sont dès lors plus souvent contraintes d'exercer un travail faiblement rémunéré, saisonnier et dangereux.

2. *Accès aux services:* AGE Platform rapporte des exemples d'assurances qui segmentent et imposent des polices plus onéreuses aux personnes âgées, de banques qui évaluent négativement la solvabilité de personnes âgées ou de propriétaires qui refusent de louer leur bien à des personnes âgées.

3. *Activités sociales, culturelles et politiques:* il y a par exemple discrimination lorsque des personnes âgées ne peuvent pas participer à des activités de danse,

echter dat ouderen op verschillende manieren worden weerhouden om te genieten van hun burgerrechten. Ouderen worden vaker het slachtoffer van discriminatie (i.t.t. UVRM artikel 6), misbruik en geweld (i.t.t. UVRM, artikel 3), armoede (i.t.t. UVRM, artikel 22) en een slechte gezondheid (i.t.t. UVRM, artikel 25).

Discriminatie: op basis van verschillende vooroordelen over en stereotypering van personen op leeftijd worden ouderen zowel interpersoonlijk als institutioneel gediscrimineerd³. Discriminatie vindt plaats op verschillende gebieden:

1. *Op het werk* (i.t.t. UVRM artikel 23): een oude leeftijd (55+) wordt nog steeds gezien als een nadeel voor tewerkstelling⁴. Ouderen hebben minder kans om te worden uitgenodigd op een sollicitatiegesprek en behouden hun werk ook moeilijker. Dit is, naast gezondheidsproblemen, vaak het gevolg van stereotypen over oudere werknemers: zo zouden ouderen minder flexibel zijn, langzamer werken en vaker ziek zijn. Het gebrek aan investeren door zowel overheid als werkgever in competenties voor groeikansen van 50-plussers demotiveert hen. Ook de 50-plussers zelf moeten echter blijven investeren in zichzelf, onder meer door levenslang leren om inzetbaar te blijven voor de arbeidsmarkt. Ook economische overwegingen kunnen spelen, zoals ruimere subsidies voor het aanwerven van jongere werklozen. Hierdoor zijn ouderen volgens het Chung-rapport vaker gedwongen om laagbetaalde, seizoensgebonden en onveilige arbeid te verrichten.

2. *Toegang tot diensten:* AGE Platform rapporteert voorbeelden van verzekeringen die segmenteren en duurdere polissen opleggen aan ouderen, banken die de kredietwaardigheid van ouderen negatief beoordelen of huiseigenaars die woningen weigeren aan ouderen.

3. *Sociale, culturele en politieke activiteiten:* bijvoorbeeld ouderen die niet mogen deelnemen aan dansactiviteiten of hogere drempels ondervinden bij politieke

³ Chung, C. (2010). The Necessity of a Human Rights Approach and Effective United Nations Mechanism for the Human Rights of the Older Person. *Human Rights Council Advisory Committee, Working Paper, Jan*, p. 4.

⁴ AGE. (2016). Intergenerational Solidarity. Position on Structural Ageism. Consulté sur <http://www.age-platform.eu/sites/default/files/AGEIntergenerationalSolidarityPositiononStructuralAgeism2016.pdf>.

³ Chung, C. (2010). The Necessity of a Human Rights Approach and Effective United Nations Mechanism for the Human Rights of the Older Person. *Human Rights Council Advisory Committee, Working Paper, Jan*, p. 4.

⁴ AGE. (2016). Intergenerational Solidarity. Position on Structural Ageism. Geraadpleegd op <http://www.age-platform.eu/sites/default/files/AGEIntergenerationalSolidarityPositiononStructuralAgeism2016.pdf>.

ou rencontrent davantage de difficultés en termes de participation politique, par exemple la participation aux élections. Ces problèmes peuvent être liés à la non-prise en compte des personnes âgées sur la base de stéréotypes existants, mais aussi à une immobilité plus importante, à un sentiment d'exclusion sociale et à un analphabétisme numérique⁵.

4. *Contact interpersonnel*: dans le cadre des contacts interpersonnels, les aînés sont souvent discriminés ou relégués au second plan de manière consciente ou inconsciente. On peut citer, en guise d'exemples, les formes conscientes d'abus et de violence, mais aussi des problèmes plus subtils comme la négligence envers les personnes âgées ou le fait de les ignorer.

Pauvreté: selon le rapport de M. Chung, les personnes âgées sont soumises à des risques disproportionnés de pauvreté pour diverses raisons: l'âge obligatoire de la pension, le risque plus élevé de maladie, l'exploitation financière, l'insuffisance de la protection sociale et des revenus. C'est dans les pays en développement que cette problématique est la plus présente. Les personnes âgées y sont obligées de continuer à travailler et y sont victimes de pauvreté chronique. Selon une étude de 2006 de *Help Age International* réalisée dans 17 pays en développement octroyant des pensions sociales (un transfert d'argent sans prime aux personnes âgées par les autorités), 83 % des personnes âgées ne percevaient pas de pension sociale⁶.

Abus et violence: les personnes âgées sont physiquement plus vulnérables et risquent donc davantage d'être victimes d'abus et d'actes de violence. Il est ressorti d'études réalisées en Australie, au Canada et au Royaume-Uni que 3 à 10 % des personnes âgées ont subi des actes de violence ou de négligence⁷. En Europe de l'Est et en Europe centrale, les personnes âgées sont souvent la proie d'actes de violence dans la rue. Dans certains pays en développement, des personnes âgées sont brûlées ou torturées lors de chasses aux sorcières rituelles. Par exemple, à Kisii au Kenya, en 2008, 42 personnes âgées ont été lynchées sur présomption de sorcellerie, et en Tanzanie, entre 1999 et 2003, 345 personnes âgées ont été lynchées pour la même raison⁸.

participation, zoals deelname aan verkiezingen. Belangrijke oorzaken hiervan zijn het negeren van ouderen op basis van bestaande stereotypen maar ook een verhoogde immobilité, een gevoel van sociale exclusie en een gebrekkige digitale geletterdheid⁵.

4. *Interpersoonlijk contact*: in interpersoonlijke contacten worden ouderen vaak onbewust of bewust gediscrimineerd of achtergesteld. Bewuste vormen van misbruik en geweld zijn hier voorbeelden van, maar ook eerder subtiele problemen zoals verwaarlozing of het negeren van ouderen.

Armoede: ouderen worden volgens het Chung-rapport disproportioneel beïnvloed door armoede om verschillende redenen: de verplichte pensioenleeftijd, meer kans op ziekte, financiële uitbuiting, onvoldoende sociale bescherming en inkomen. In ontwikkelingslanden is deze problematiek het sterkst aanwezig. Ouderen worden hier gedwongen om te blijven werken en zijn het slachtoffer van chronische armoede. Volgens een survey van *Help Age International* uit 2006 in 17 ontwikkelingslanden met sociale pensioenen (een premievrije geldtransfer naar ouderen vanuit de overheid) ontvingen 83 % van de ouderen geen sociaal pensioen⁶.

Misbruik en geweld: ouderen hebben een hogere fysieke kwetsbaarheid waardoor ze meer kans hebben om het slachtoffer te worden van misbruik en geweld. Uit onderzoeken in Australië, Canada en het Verenigd Koninkrijk bleek dat bij 3 tot 10 % van de ouderen geweld of verwaarlozing werd gerapporteerd⁷. In Oost- en Centraal Europa vallen ouderen vaak ten prooi aan straatgeweld. In sommige ontwikkelingssamenlevingen worden ouderen in rituele heksenjachten verbrand of gefolterd. Bijvoorbeeld in Kisii in Kenia werden in 2008 42 ouderen gelycht op verdenking van hekserijen, ook in Tanzania werden 345 ouderen gelycht om dezelfde reden tussen 1999 en 2003⁸.

⁵ Unia. (2017). Rapport annuel chiffres 2016. Consulté sur [http://www.unia.be/files/Documenten/Jaarrapport/Cijfersverslag_2016_def_\(2\).pdf](http://www.unia.be/files/Documenten/Jaarrapport/Cijfersverslag_2016_def_(2).pdf).

⁶ Help Age International. (2009). Pension Watch. Consulté sur <http://www.helpage.org/Researchandpolicy/Socialprotection/PensionWatch>.

⁷ Chung, C. (2010). The Necessity of a Human Rights Approach and Effective United Nations Mechanism for the Human Rights of the Older Person. *Human Rights Council Advisory Committee, Working Paper, Jan*.

⁸ HelpAge International. (2009). *Ageing and Development*, Issue 26.

⁵ Unia. (2017). Cijferrapport 2016. Geraadpleegd op [http://unia.be/files/Documenten/Jaarrapport/Cijfersverslag_2016_def_\(2\).pdf](http://unia.be/files/Documenten/Jaarrapport/Cijfersverslag_2016_def_(2).pdf).

⁶ HelpAge International. (2009). Pension Watch. Geraadpleegd op <http://www.helpage.org/Researchandpolicy/Socialprotection/PensionWatch>.

⁷ Chung, C. (2010). The Necessity of a Human Rights Approach and Effective United Nations Mechanism for the Human Rights of the Older Person. *Human Rights Council Advisory Committee, Working Paper, Jan*.

⁸ HelpAge International. (2009). *Ageing and Development*, Issue 26.

Santé: De nombreux aînés sont confrontés à des obstacles financiers insurmontables ou se voient refuser un traitement en raison de leur âge. Parallèlement, on observe, aux niveaux national et international, une énorme disparité entre l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé. Dans les pays en développement, surtout, les soins de santé sont souvent de piètre qualité. En outre, les aînés sont fréquemment, à cause de stéréotypes liés à l'âge, les derniers à recevoir de l'aide, une aide du reste extrêmement déficiente. N'étant "plus productifs, ni actifs", ils sont souvent abandonnés à leur sort par des dispensateurs de soins mal formés. Ainsi, à Buhimba, un camp de réfugiés situé en RDC, ces conceptions ont eu pour effet de priver les aînés d'une aide⁹.

En matière d'intégration et de respect des aînés, les pays scandinaves, la Suisse, l'Allemagne, le Canada et les Pays-Bas font figure de modèles, tandis que les plus mauvais élèves sont les pays africains, avec le Rwanda, le Mozambique et le Malawi, ainsi que l'Afghanistan et le Pakistan. Ce classement nous vient du *Global Ageing Index* réalisé par *HelpAge*. Tous les pays sont classés en fonction de l'état de santé et des revenus des aînés, ainsi que des possibilités d'intégration dont ils bénéficient et de la mesure dans laquelle cette intégration est favorisée. La Commission européenne a, elle aussi, élaboré un Indice de vieillissement actif (IVA) pour l'Union européenne, lequel se fonde sur la participation des aînés sur le marché du travail, le vieillissement actif et la participation aînés à la société au sein des différents États membres.

Avec un indice de vieillissement actif (2014) de 33,4, la Belgique se place juste en-dessous de la moyenne des 28 États membres, un score bien en-deçà de celui des pays scandinaves (40+), mais aussi des Pays-Bas (40), du Royaume-Uni (39,7), de la France (35,8), de l'Allemagne (35,4) et de l'Italie (34). Les résultats les plus mauvais reviennent aux pays de l'Europe de l'Est et du Sud de l'Europe, avec la Grèce qui ferme la marche (27,6). Le plus mauvais score réalisé par la Belgique concerne l'emploi, qui lui vaut la 24^e place. Elle se défend mieux en matière de participation à la société (9), de vie autonome (12) et de vieillissement actif (7). Dans l'IVA global (2015), la Belgique figure à la 24^e place.

Gezondheid: Veel ouderen kennen te grote financiële drempels of worden behandeling geweigerd op basis van leeftijdscriteria. Daarnaast is er internationaal en nationaal een grote discrepantie te merken tussen de leeftijdsverwachting en de gezondheidsverwachting. Vooral in ontwikkelingslanden is de gezondheidszorg vaak gebrekkig. Ook worden ouderen op basis van leeftijdsgerelateerde stereotypen vaak als laatste en op zeer gebrekkige manier verder geholpen. Zo zijn ze "toch niet meer productief of actief" en willen vaak slecht getrainde zorgverleners ze niet meer verder helpen. Bijvoorbeeld in Buhimba, een vluchtelingenkamp in DRC, werden ouderen niet geholpen door deze ideeën⁹.

Gidslanden inzake integratie van ouderen en het respecteren van ouderen zijn de Scandinavische landen, Zwitserland, Duitsland, Canada en Nederland. Het slechtst scoren de Afrikaanse landen, met Rwanda, Mozambique en Malawi, maar ook Afghanistan en Pakistan staan helemaal onderaan. Deze rangschikking is de *Global Ageing Index* samengesteld door *HelpAge*. Alle landen worden gerangschikt naargelang de gezondheid en het inkomen van ouderen en de mogelijkheden en de mate waarin hun integratie wordt bevorderd. Ook de Europese Commissie stelt een *Activ Ageing Index* samen voor de EU op basis van de participatie van ouderen op de arbeidsmarkt, actief ouder worden, en sociale participatie voor ouderen in de verschillende lidstaten.

Op de *Activ Ageing Index* (2014) scoort België net onder het gemiddelde van de 28 EU-landen met 33,4, waarmee het veel slechter scoort dan de Scandinavische landen (40+), maar ook onderdoet voor Nederland (40), VK (39,7), Frankrijk (35,8), Duitsland (35,4) en Italië (34). Het slechtst scoren de Oost-Europese landen en de Zuid-Europese landen met Griekenland als hekkensluiter (27,6). Veruit het slechtst scoort België op tewerkstelling, met slechts een 24^e plaats. Wat beter gaat het inzake sociale participatie (9), onafhankelijk leven (12) en actief ouder worden (7). In de internationale *Global Ageing Index* (2015) staat België op de 24^e plaats.

⁹ HelpAge International, *Why It's Time for a Convention on the Rights of Older People*, September 2009.

⁹ HelpAge International, *Why It's Time for a Convention on the Rights of Older People*, September 2009.

Cadre national

En Belgique, la part des plus de 67 ans passera, entre 2015 et 2040, de 15,9 % à 22,1 %¹⁰ et on observe également un problème de discrimination chez ce groupe grandissant de la population. Ainsi, le taux d'occupation chez les plus de 50 ans n'est que de 45 % en Belgique, plaçant notre pays sous la moyenne européenne, qui se situe autour de 55 %. En Allemagne et aux Pays-Bas, par exemple, le taux d'activité des 50+ actifs dépasse 60 %. Ce groupe est constitué de chômeurs, de travailleurs en prépension ou en maladie de longue durée¹¹. En Belgique également, on connaît des cas de maltraitance de personnes âgées. Les seuls chiffres nationaux de prévalence pour la Belgique ne donnent qu'une estimation du phénomène et remontent à 1998¹². Cette étude révèle qu'un aîné sur cinq, soit 20 %, a un jour été victime de maltraitance.

En matière de santé physique et mentale, les aînés belges connaissent aussi des problèmes. En Belgique, les femmes de 55 ans peuvent espérer rester en vie encore environ trente ans, mais leur espérance de rester en bonne santé n'est que de dix-sept ans¹³. Sur le plan mental, les aînés ont également des soucis, comme l'exclusion sociale et l'isolement. Sur l'ensemble des répondants de plus de 65 ans en Belgique, 29 % se sentent régulièrement isolés¹⁴. Selon la Fondation *Bond Zonder Naam*, les causes sont notamment la disparition des réseaux sociaux et une culture numérique limitée (37 % des plus de 55 ans n'utilisent pas Internet) à l'ère de la numérisation. Un aîné sur cinq se sent démuné dans cette société de la numérisation.¹⁵

Les principes d'égalité et de non-discrimination sont ancrés dans la Constitution belge. En outre, la Belgique possède une réglementation spécifique interdisant toute discrimination fondée sur certaines caractéristiques. Le 10 mai 2007, la législation antidiscrimination belge a subi une refonte par la transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil (portant création d'un cadre général) en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de

Nationaal kader

Het aandeel 67-plussers zal in België tussen 2015 en 2040 stijgen van 15,9 % naar 22,1 %¹⁰ en ook is er een probleem van discriminatie van de toenemende oudere bevolkingsgroep. Zo is de werkzaamheidsgraad bij 50-plussers in België slechts 45 %. Hiermee zit België ver onder het Europese gemiddelde van ongeveer 55 %. In bijvoorbeeld Duitsland en Nederland is meer dan 60 % van de actieve 50-plussers actief. Het gaat hierbij om werklozen, mensen op brugpensioen of langdurig zieken¹¹. Ook in België zijn er voorbeelden van mishandeling van ouderen. De enige nationale prevalentiecijfers voor België maken slechts een schatting van het fenomeen en dateren uit 1998¹². In deze studie wordt gesteld dat één op de vijf ouderen, ofwel 20 %, ooit het slachtoffer wordt van mishandeling.

Ook inzake fysieke en mentale gezondheid kennen Belgische ouderen problemen. In België is de leeftijdsverwachting voor vrouwen van 55 jaar nog ongeveer dertig jaar, terwijl hun gezondheidsverwachting slechts zeventien jaar bedraagt¹³. Ook mentaal ervaren ouderen problemen als sociale uitsluiting en vereenzaming. 29 % van alle Belgische 65-plussers geeft aan zich regelmatig eenzaam te voelen¹⁴. Oorzaken zijn volgens de Bond Zonder Naam onder meer het wegvallen van sociale netwerken en beperkte digitale geletterdheid (37 % van 55-plussers gebruikt geen internet) in een digitale samenleving. 1 op 5 ouderen geeft aan zich hulpeloos te voelen in de digitale samenleving¹⁵.

Het principe van gelijkheid en non-discriminatie staat verankerd in de Belgische grondwet. Daarnaast bestaat er in België ook specifieke regelgeving die discriminatie verbiedt op grond van bepaalde kenmerken. Op 10 mei 2007 werd de anti-discriminatiewet grondig hernieuwd. Hiermee zette België richtlijn 2000/78/EG van de Europese Raad naar gelijke behandeling in arbeid en beroep om. In totaal zijn er 19 persoonskenmerken

¹⁰ MIPAA. (2017). National report for the third review and appraisal cycle of the implementation of the Madrid international Plan of Action on Ageing and its Regional Implementation Strategy Belgium (MIPAA/RIS).

¹¹ Steunpuntwerk. (2017). Werkzaamheidsgraad naar geslacht en leeftijd (Gewesten, België, EU; 1983-2016).

¹² Vandenberk, A., Opdebeeck, S., & Lammertyn, F. (1998). Geweld en onveiligheidsgevoelens bij ouderen. *Prevalentie en gevolgen*. KU Leuven.

¹³ UNECE. (2017). Realizing the potential of living longer. *Policy Brief on Ageing* No.19.

¹⁴ Fondation Roi Baudouin. (2012). Vieillir, mais pas tout seul. Une enquête sur la solitude et l'isolement social des personnes âgées en Belgique.

¹⁵ OKRA. (2017). 1 op 5 voelt zich hulpeloos in digitale samenleving. Geraadpleegd op <http://www.okra.be/page?ori=5918&ssn=&lng=1&page=nieuws2010&nws=16774>.

¹⁰ MIPAA. (2017). National report for the third review and appraisal cycle of the implementation of the Madrid international Plan of Action on Ageing and its Regional Implementation Strategy Belgium (MIPAA/RIS).

¹¹ Steunpuntwerk. (2017). Werkzaamheidsgraad naar geslacht en leeftijd (Gewesten, België, EU; 1983-2016).

¹² Vandenberk, A., Opdebeeck, S., & Lammertyn, F. (1998). Geweld en onveiligheidsgevoelens bij ouderen. *Prevalentie en gevolgen*. KU Leuven.

¹³ UNECE. (2017). Realizing the potential of living longer. *Policy Brief on Ageing* No.19.

¹⁴ Koning Boudewijnstichting. (2012). Oud word je niet alleen – Een enquête over eenzaamheid en sociaal isolement bij ouderen in België.

¹⁵ OKRA. (2017). 1 op 5 voelt zich hulpeloos in digitale samenleving. Geraadpleegd op <http://www.okra.be/page?ori=5918&ssn=&lng=1&page=nieuws2010&nws=16774>.

travail. Au total, 19 caractéristiques liées à la personne font désormais l'objet d'une protection légale (les "critères protégés"). L'âge en fait partie. Il existe trois lois fédérales antidiscrimination (l'une concerne la discrimination fondée sur la race, une autre celle fondée sur le sexe et la troisième lutte contre la discrimination fondée sur "tous les autres critères protégés"). L'âge relève donc de cette dernière catégorie. La discrimination (fondée sur l'âge) est interdite lorsqu'une distinction est opérée (selon l'âge) qui ne peut être justifiée par les dispositions légales. Tout d'abord, il y a le principe général de la justification objective et raisonnable (article 6). En vertu de ce principe, il faut pouvoir prouver que la distinction poursuit un objectif légitime et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires. Le juge doit apprécier si une distinction est opérée et si celle-ci est justifiée. En matière d'emploi, il faut pouvoir démontrer qu'une distinction constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante. Cela signifie que, eu égard à la nature de la fonction ou aux conditions de son exercice, seules les personnes d'un certain âge pourront exercer cet emploi, par exemple une publicité pour des cosmétiques pour laquelle on recherche une femme d'âge mûr.

Une évaluation (2017) des lois fédérales antidiscrimination effectuée par la Commission d'évaluation de la législation fédérale relative à la lutte contre les discriminations de 2007 atteste de la grande qualité des textes de loi proprement dits. Un problème se pose toutefois dans la mesure où la législation n'a pas suffisamment d'effet en pratique.

En ce qui concerne l'âge, le rapport relève quelques lacunes expliquant que la discrimination fondée sur l'âge n'est pas suffisamment combattue en pratique. Ainsi, il apparaît que le principe justifiant une distinction fondée sur l'âge est trop vague dans la législation antidiscrimination: qu'entend-on précisément par "exigence professionnelle essentielle et déterminante"? C'est pourquoi la commission recommande de réfléchir à l'opportunité de prendre un ou plusieurs arrêtés royaux sur la notion d'"exigence professionnelle essentielle et déterminante" utilisée dans les lois antidiscrimination. En outre, la commission souligne l'intérêt de recourir à des tests de situation pour identifier les discriminations. Un renforcement du cadre international peut en outre nous guider en vue de modifier les lois actuelles ou de mettre en œuvre des lois nouvelles.

Conclusion

Différentes études réalisées à la demande d'organisations internationales (rapport Chung, AGE, CEE-ONU) concluent à la nécessité d'étendre l'arsenal de droits existant. Elles soulignent que les instruments actuels

die wettelijk beschermd zijn (zogenaamde beschermde criteria). Leeftijd is er één van. Er zijn drie federale antidiscriminatiewetten (één over raciale discriminatie, één over discriminatie op grond van geslacht en één over discriminatie op grond van alle andere beschermde criteria). Leeftijd behoort dus tot de categorie "alle andere beschermde criteria". (Leeftijds)discriminatie is verboden wanneer er een (leeftijds)onderscheid wordt gemaakt dat niet valt te rechtvaardigen door de wettelijke bepalingen. Er is ten eerste het algemene principe van de objectieve en redelijke rechtvaardiging (artikel 12). Dit houdt in dat men moet kunnen aantonen dat het onderscheid een legitiem doel nastreeft en dat de middelen om dit doel te bereiken passend en noodzakelijk zijn. De rechter moet beoordelen of er een onderscheid wordt gemaakt en of dit onderscheid gerechtvaardigd is. Op het gebied van werk moet men kunnen aantonen dat een onderscheid een wezenlijke en bepalende beroepsvereiste is. Dit betekent dat, gezien de aard of de context van de functie, enkel personen van een bepaalde leeftijd de job kunnen uitoefenen, bijvoorbeeld reclame voor cosmetica waarvoor men een ouder model zoekt.

Uit een evaluatie (2017) van de federale anti-discriminatiewetten door de "Evaluatiecommissie federale wetgeving ter bestrijding van discriminatie" uit 2007 blijkt dat de wetteksten zelf van goede kwaliteit zijn. Er is echter een probleem: de wetgeving heeft onvoldoende effect in de praktijk.

Met betrekking tot leeftijd geeft het rapport aan dat er enkele lacunes zijn die ervoor zorgen dat leeftijdsdiscriminatie onvoldoende wordt aangepakt in de praktijk. Zo blijkt dat het rechtvaardigingsprincipe voor een onderscheid op basis van leeftijd in de anti-discriminatiewetten te vaag is: wat is nu precies een "wezenlijke en bepaalde beroepsvereiste"? Daarom beveelt de commissie aan om verder na te denken over het uitvaardigen van een of meer koninklijke besluiten over het gehanteerde begrip "wezenlijke en bepalende beroepsvereiste" in de anti-discriminatiewetten. Verder geeft de commissie het belang van praktijktests aan om discriminatie in kaart te brengen. Een versterking van het internationaal kader kan richtinggevend werken voor het wijzigen van de bestaande en het implementeren van nieuwe wetten.

Conclusie

Verschillende studies in opdracht van internationale organisaties (Chung-rapport, AGE, UNECE) concluderen dat een uitbreiding van het huidige rechteninstrumentarium noodzakelijk is. Ze wijzen erop dat de huidige

(DUDH, CEDH, *Bill of Rights*, MIPAA, *United Nations Principles of Older Persons*, ...) manquent de dispositions spécifiques pour garantir les droits des personnes âgées. Ils n'ont qu'une force contraignante limitée; les dispositions pouvant être invoquées par les personnes âgées sont éparpillées entre différents traités ou conventions; et même si la communauté internationale prend davantage conscience de l'approche fondée sur les droits humains, l'attention accrue n'est pas un moteur suffisant pour induire un changement de la société. De même, les droits des aînés ne sont pas pris en compte de manière cohérente par les comités internationaux veillant à la mise en œuvre des conventions existantes de l'ONU. Dans sa réponse à la question écrite n° 1214 du 10 janvier 2018 posée à la Chambre, le ministre des Affaires étrangères Reynders a souscrit à la nécessité d'améliorer la protection des personnes âgées, dans le droit fil de la position européenne.

Un parallèle peut être établi avec l'évolution des droits internationaux de la femme. En dépit de la protection des droits de la femme découlant de l'universalité des droits humains, il a été nécessaire de développer des instruments spécifiques pouvant être invoqués par les femmes. En 1979, les Nations unies ont publié la Convention CEDAW. Grâce à cette convention, les femmes peuvent également invoquer ces dispositions dans les tribunaux nationaux en cas de violation de leurs droits. En dépit de la faible force contraignante directe d'une convention des Nations unies, celle-ci offrait un moyen de pression juridique et renforçait l'attention accordée aux droits des femmes. Ensuite, un protocole facultatif y a été joint le 6 octobre 1999, aux termes duquel les particuliers ou les groupes peuvent engager une procédure de plainte auprès du Comité CEDAW au sujet de violations d'un droit énoncé dans la convention CEDAW. Conformément à ce protocole, le Comité CEDAW est également habilité à ouvrir des enquêtes en cas de violations graves et systématiques des droits des femmes. La convention a constitué une base importante pour la législation nationale et internationale. D'autres conventions ont également eu une évolution positive sur l'attention portée aux différents motifs de discrimination et sur la lutte contre ceux-ci.

Une nouvelle convention sur les discriminations liées à l'âge pourrait fixer des principes-clés et des concepts, comme la protection contre la maltraitance à l'égard des personnes âgées, préciser comment il convient de les interpréter et de les mettre en œuvre concrètement et énoncer les mesures nécessaires à prendre afin d'éviter les violations de ces droits dans différents contextes ou d'y remédier. Pour ce faire, les pays pourraient, par analogie avec les conventions précédentes, s'engager plus rapidement à respecter des obligations positives. Les traités sont également plus contraignants et ont

instrumenten (UVRM, EVRM, *Bill of Rights*, MIPAA, "*United Nations Principles for Older Persons*", ...) onvoldoende specifieke bepalingen bevatten om de rechten van ouderen te waarborgen. Er is slechts een beperkte juridische afdwingbaarheid, de bepalingen waarop ouderen zich kunnen beroepen zijn versplinterd over verschillende verdragen en conventies, en hoewel de internationale gemeenschap meer doordrongen raakt van de mensenrechtenbenadering, werkt de toegenomen aandacht onvoldoende als motor voor maatschappelijke verandering. De rechten van ouderen worden ook niet consequent in rekening genomen door de internationale comités die toekijken op de uitvoering van de bestaande VN-conventies. De minister van Buitenlandse Zaken Reynders onderschreef in het antwoord op de schriftelijke Kamervraag nr. 1214 van 10 januari 2018 de noodzaak van een betere bescherming van ouderenrechten, in lijn met de EU-positie.

Een parallel kan worden getrokken met de evolutie van internationale vrouwenrechten. Ondanks het feit dat vrouwenrechten werden beschermd door de universaliteit van mensenrechten, was er nood aan specifieke instrumenten waarop vrouwen zich konden beroepen. De Verenigde Naties publiceerde in 1979 het CEDAW-verdrag. Door dit verdrag kunnen vrouwen zich ook bij nationale rechtbanken beroepen op deze bepalingen bij schendingen van hun rechten. Hoewel er voor een VN-verdrag een gebrekkige rechtstreekse juridische afdwingbaarheid bestaat, zorgde dit voor een juridische stok achter de deur, maar ook voor een toegenomen aandacht voor vrouwenrechten. In navolging hiervan werd nog een facultatief protocol toegevoegd op 6 oktober 1999, waardoor individuen of groepen wel een klachtenprocedure kunnen starten bij het CEDAW-Comité over schendingen van een door CEDAW beschermd recht. Op grond van dit protocol is het CEDAW-Comité ook gemachtigd om onderzoeken in te stellen bij ernstige of systematische schendingen van vrouwenrechten. Het verdrag vormde een belangrijke basis voor nationale en internationale wetgeving. Ook na andere conventies was er een positieve evolutie naar meer aandacht voor en aanpak van de verschillende gronden van discriminatie.

Een nieuwe conventie omtrent leeftijdsdiscriminatie zou sleutelprincipes en concepten kunnen definiëren, zoals de bescherming tegen ouderenmishandeling, uitleggen hoe deze dienen te worden begrepen, hoe men ze concreet kan invullen en welke maatregelen noodzakelijk zijn om inbreuken op deze rechten in diverse contexten te voorkomen of verhelpen. Hierdoor zouden landen zich, naar analogie met de vorige conventies, sneller engageren tot positieve verplichtingen. De verdragen zijn ook meer afdwingbaar en kennen een belangrijke waarde, burgers kunnen zich hierop beroepen in de

une valeur considérable. En effet, les citoyens peuvent s'en prévaloir devant les tribunaux et ont la possibilité de déposer une plainte internationale pour violation de leurs droits lorsqu'ils ont épuisé les voies de recours prévues dans la législation de leur pays. Les traités constituent un cadre substantiel pouvant être utilisé par les États afin d'adopter des lois nationales relatives aux personnes âgées et des mesures visant à garantir les droits de ces personnes.

Pour toutes les raisons précitées, nous demandons au gouvernement de plaider activement pour l'élargissement des instruments internationaux des droits de l'homme:

- en prenant activement part aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement des Nations unies;

- en plaidant pour l'élaboration concrète d'une éventuelle convention sur les discriminations liées à l'âge et en collaborant à cette élaboration;

- en intégrant et en protégeant les droits des personnes âgées dans d'autres instruments politiques internationaux et européens (Semestre européen, socle européen des droits sociaux).

rechtbank en krijgen de mogelijkheid om internationaal klacht in te dienen tegen een schending van hun rechten wanneer de nationale rechtsmiddelen zijn uitgeput. Het biedt een inhoudelijke leidraad die nationaal kan worden gebruikt om nationale wetten en rechten rond ouderen te implementeren.

Om al de voornoemde redenen pleit deze resolutie er voor om actief te ijveren voor de uitbreiding van het internationaal mensenrechteninstrumentarium, waaronder:

- het opnemen van een actieve rol in de VN *Open-ended Working Group on Ageing*;

- pleiten voor en meewerken aan de inhoudelijke uitwerking van een mogelijke conventie over leeftijdsdiscriminatie;

- de integratie en bescherming van de rechten van ouderen in andere internationale en Europese beleidsinstrumenten (Europees Semester, Europese Pijler van Sociale Rechten).

Els VAN HOOF (CD&V)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme confère des droits inaliénables à tout être humain, indépendamment de son sexe, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de son âge ou de tout autre statut;

B. considérant que de nombreuses études décrivent les différentes violations liées à l'âge dont sont victimes les personnes âgées, et indiquent que les personnes âgées sont plus souvent victimes de discriminations (infraction à l'article 6 de la DUDH), d'abus et de violences (infraction à l'article 3 de la DUDH), de pauvreté (infraction à l'article 22 de la DUDH) et d'un mauvais état de santé (infraction à l'article 25 de la DUDH);

C. considérant que plusieurs rapports (rapport Chung, AGE, CEE-ONU, *HelpAge International*) concluent que les instruments existants de protection des droits de l'homme ne protègent pas suffisamment les personnes âgées;

D. observant que le rapport Chung, soumis au Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 2010, est un document important en ce qu'il décrit la situation de nombreuses personnes âgées qui ne peuvent pas jouir de leurs droits fondamentaux, et considérant que ce rapport préconise notamment l'adoption d'un traité international (convention) sur les droits des personnes âgées qui permette de soutenir l'appel à des mesures au niveau national;

E. vu la création, au sein des Nations unies, d'un "Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement" chargé d'identifier les lacunes en matière de droits de l'homme affectant les personnes âgées, ainsi que d'étudier les solutions envisageables à cet égard, y compris l'adoption d'un traité distinct;

F. considérant que la conférence sur le vieillissement organisée à Lisbonne les 21 et 22 septembre 2017 par la CEE-ONU (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe) a examiné le "Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement" (PAIMV), plan qui prévoit d'examiner la situation de chaque État membre tous les cinq ans, de formuler des recommandations et de fournir un retour d'informations sur les politiques menées à l'égard des personnes âgées;

G. vu les nombreuses actions nationales et internationales et la prise de conscience croissante autour des discriminations liées à l'âge qui touche les seniors et le

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens die aan elke mens onvervreembare rechten toekent, los van geslacht, religie, nationaliteit, etnische origine, leeftijd of een andere status;

B. verwijst naar vele studies die de verschillende schendingen beschrijven van ouderenrechten op basis van leeftijd en die vaststellen dat ouderen vaker het slachtoffer worden van discriminatie (i.t.t. UVRM artikel 6), misbruik en geweld (i.t.t. UVRM, artikel 3), armoede (i.t.t. UVRM, artikel 22) en een slechte gezondheid (i.t.t. UVRM, artikel 25);

C. verwijst naar verschillende rapporten (Chung-rapport, AGE, UNECE, *HelpAge International*) die concluderen dat de bestaande mensenrechteninstrumenten tekortschieten in de bescherming van oudere personen;

D. stelt met name vast dat het Chung-Rapport, dat in 2010 op tafel lag in de Mensenrechtenraad van de VN, een belangrijk document is omdat Chung beschrijft hoe tal van oudere personen niet kunnen genieten van hun basisrechten en dat het rapport onder meer pleit, als ondersteuning van en aanmaning tot nationale maatregelen, voor een internationaal verdrag (conventie) voor de rechten van ouderen;

E. gelet op de oprichting binnen de VN van de werkgroep "*Open-ended Working Group on Ageing*" die de lacunes op het vlak van mensenrechten voor ouderen in kaart moet brengen en moet verkennen welke oplossingen daarvoor mogelijk zijn, met inbegrip van een apart verdrag;

F. verwijst naar de conferentie over "*Ageing*" van UNECE (United Nations Economic Commission for Europe) op 21 en 22 september 2017 in Lissabon die zich boog over het actieplan "*Madrid International Plan of Action on Ageing*" (MIPAA) dat elke lidstaat om de vijf jaar reviewt en aanbevelingen formuleert en feedback geeft voor het ouderenbeleid;

G. gelet op de vele internationale en nationale acties en het groeiende bewustzijn omtrent leeftijdsdiscriminatie van senioren en het feit dat er in veel landen

fait que dans de nombreux pays, des plans d'action et des projets ont déjà été mis en œuvre pour lutter contre les discriminations liées à l'âge, tels que *"Grandmothers and Grandfathers"* en Finlande, l'*"Elderly Poor Pension Pact"* aux Philippines, le "plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées" au Canada, le *"South-Africa's Older Persons Act"* et bien d'autres exemples;

H. vu l'attention croissante que l'Union européenne porte aux discriminations liées à l'âge, par exemple avec le socle européen des droits sociaux, qui a entre autres pour objectif de réellement garantir les droits des personnes âgées en répartissant ces droits en trois grandes catégories: égalité des chances et accès au marché du travail, bonnes conditions de travail et protection sociale et inclusion;

I. constatant qu'une assise nationale toujours plus importante au sein de différentes organisations (Unia, Ouderenraad, OKRA, ...) lutte pour un élargissement du système international de protection des droits de l'homme, afin de pouvoir s'attaquer aux discriminations à l'égard des personnes âgées;

J. considérant que le principe de non-discrimination vaut également en Belgique et que les principes d'égalité et de non-discrimination sont ancrés dans la Constitution belge;

K. se référant au rapport "Commission d'évaluation de la législation fédérale relative à la lutte contre les discriminations des lois belges anti-discrimination" de 2007, dont il ressort qu'en pratique, les discriminations sont encore fréquentes, notamment la discrimination liée à l'âge; considérant que plusieurs autres études (Unia, Ouderenraad, OKRA, ...) montrent également que les personnes âgées en Belgique sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, la maladie et la discrimination;

L. considérant que ces dernières décennies, un changement de paradigme international s'est opéré, la discrimination liée à l'âge étant considérée comme un problème de droits de l'homme, mais que l'attention portée aux "droits des personnes âgées" accuse tout de même un certain retard par rapport à d'autres groupes de personnes fragilisées; considérant que l'actuel instrumentaire en matière de droits de l'homme ne remplit pas convenablement son rôle de moteur et de point de référence et ne permet pas suffisamment aux organisations non-gouvernementales et aux autorités nationales d'interpeller leur propre société¹⁶;

¹⁶ Hermans, A. (2006). *Op zoek naar een maatschappelijk draagvlak voor "ouderenrecht(en)". Een relaas van "work in progress"*.

reeds actieplannen en projecten werden opgesteld tegen leeftijdsdiscriminatie, zoals *"Grandmothers and Grandfathers"* in Finland, *"Elderly Poor Pension Pact"* in de Filipijnen, plan ter bestrijding van misbruik en verwaarlozing van ouderen in Canada, *"South-Africa's Older Persons Act"* en vele andere voorbeelden;

H. gelet op de groeiende aandacht vanuit de Europese Unie voor leeftijdsdiscriminatie, met bijvoorbeeld de Europese Sociale Pijler die onder meer als doel heeft de rechten van ouderen effectief te realiseren in drie hoofdcategoryën: gelijke kansen en toegang tot de arbeidsmarkt, goede werkomstandigheden en sociale bescherming en inclusie;

I. stelt het groeiend nationaal draagvlak vast bij verschillende organisaties (Unia, Ouderenraad, OKRA, ...) voor een uitbreiding van het internationaal mensenrechteninstrumentarium om discriminatie ten opzichte van ouderen te kunnen aanpakken;

J. gelet op het feit dat ook in België het principe van non-discriminatie geldt en dat het principe van gelijkheid en non-discriminatie verankerd staat in de Belgische grondwet;

K. verwijst naar het rapport "Evaluatiecommissie federale wetgeving ter bestrijding van discriminatie van de Belgische antidiscriminatieloven" uit 2007 waaruit blijkt dat discriminatie in de praktijk nog frequent voorkomt, niet het minst op basis van leeftijd; dat ook verschillende andere studies (Unia, Ouderenraad, OKRA, ...) aantonen dat ouderen in België disproportioneel worden getroffen door armoede, gebrekkige gezondheid en discriminatie;

L. gelet op het feit dat er in de voorbije decennia een internationale paradigmashift was naar een rechtenbenadering van leeftijdsdiscriminatie bij senioren maar dat de aandacht voor "ouderenrechten" toch een achterstand kent ten opzichte van andere kansengroepen; dat het huidige rechteninstrumentarium onvoldoende fungeert als motor en referentiepunt voor niet-gouvernementele organisaties en nationale overheden om de eigen samenleving te bevragen¹⁶;

¹⁶ Hermans, A. (2006). *Op zoek naar een maatschappelijk draagvlak voor "ouderenrecht(en)". Een relaas van "work in progress"*.

M. vu la position de l'Union européenne en matière des droits des personnes âgées qui doivent être renforcés selon l'UE, ce qui ressort également de la position de l'UE au sein du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, où il a encore été souligné, lors de la huitième session (7 juillet 2017), qu'il existe "une nécessité urgente d'améliorer les droits des personnes âgées";

N. vu la réponse que le ministre des Affaires étrangères, M. Didier Reynders a donnée, le 10 janvier 2018, à la question écrite n° 1214, réponse dans laquelle le ministre souligne qu'un renforcement de la protection des droits des personnes âgées est nécessaire, conformément à la position de l'UE;

O. considérant qu'une nouvelle convention pourrait fixer des principes-clés et des concepts, comme la protection contre la maltraitance à l'égard des personnes âgées, préciser comment il convient de les interpréter et de les mettre en œuvre concrètement et énoncer les mesures nécessaires à prendre afin d'éviter les violations de ces droits dans différents contextes ou d'y remédier;

P. vu la nécessité de rendre juridiquement plus contraignantes les dénonciations des discriminations liées à l'âge; qu'une convention permet aux citoyens de se prévaloir des traités devant un tribunal et même de déposer une plainte internationale pour violation de leurs droits une fois les voies de recours nationales épuisées; qu'une convention constitue également un cadre substantiel pouvant être utilisé par les États afin d'adopter des lois nationales relatives aux personnes âgées et des mesures visant à garantir les droits de ces personnes;

Q. vu la problématique de la discrimination multiple dont les principales victimes sont les femmes âgées¹⁷; qu'il est donc également question d'une inégalité entre les genres, surtout dans les pays en développement, et que les femmes sont plus vulnérables à la pauvreté, et que ce risque est multiplié par deux chez les femmes âgées;

R. constatant qu'en raison des coûts énormes en matière de pensions et de soins de santé générés par une population vieillissante, celle-ci est souvent considérée comme une charge pour l'économie et comme un frein pour la croissance, mais que, comme le souligne

M. gelet op de positie van de Europese Unie inzake ouderenrechten die volgens de EU moeten worden versterkt wat ook blijkt uit de positie van de EU in "*Open-Ended Working Group on Ageing*", waar tijdens de achtste sessie (7 juli 2017) nog werd benadrukt dat er een "een urgente noodzaak is voor de verbetering van de mensenrechten van ouderen";

N. verwijst naar het antwoord van minister van Buitenlandse Zaken Didier Reynders op de schriftelijke vraag nr. 1214, op 10 januari 2018, waarin de minister stelt dat een versterking van de bescherming van ouderenrechten noodzakelijk is, dit in lijn met de EU-positie;

O. attendeert op het feit dat een nieuwe conventie sleutelprincipes en concepten zou kunnen definiëren, zoals de bescherming tegen ouderenmishandeling, uitleggen hoe deze begrepen dienen te worden, hoe men ze concreet kan invullen en welke maatregelen noodzakelijk zijn om inbreuken op deze rechten in diverse contexten te voorkomen of verhelpen;

P. gezien de nood aan verhoogde juridische afdwingbaarheid voor het aanklagen van leeftijdsdiscriminatie; dat door een conventie burgers in de rechtbank zich kunnen beroepen op de verdragen en dat ze, wanneer de nationale rechtsmiddelen zijn uitgeput, nog de mogelijkheid krijgen om internationaal klacht in te dienen tegen een schending van hun rechten; dat een conventie daarnaast een inhoudelijke leidraad biedt die nationaal kan worden gebruikt om nationale wetten en rechten rond ouderen te implementeren;

Q. gelet op de problematiek van de meervoudige discriminatie waarbij de meest kwetsbare groep de vrouwelijke ouderen zijn¹⁷; dat er dus ook sprake is van een gender gap, vooral in ontwikkelingslanden en dat vrouwen kwetsbaarder zijn voor armoede, en dat dit risico verdubbelt bij oudere vrouwen;

R. stelt vast dat door de enorme kosten voor pensioenen en gezondheidszorg van een verouderende bevolking vaak wordt gezegd dat het een economische last is en dat het de groei beperkt, maar dat, zoals aangehaald door UNECE, een ouder wordende samenleving toch

¹⁷ Chung, C. (2010). The Necessity of a Human Rights Approach and Effective United Nations Mechanism for the Human Rights of the Older Person. *Human Rights Council Advisory Committee, Working Paper, Jan.*

¹⁷ Chung, C. (2010). The Necessity of a Human Rights Approach and Effective United Nations Mechanism for the Human Rights of the Older Person. *Human Rights Council Advisory Committee, Working Paper, Jan.*

l'UNECE, une société vieillissante offre tout de même également d'énormes opportunités à condition que les aînés puissent effectivement jouir de la plénitude de leurs droits civils;

S. vu l'impact positif des conventions précitées sur d'autres groupes protégés, tels que les femmes et les personnes handicapées, des conventions telles que la CEDEF accordant une plus grande attention aux droits des femmes et définissant des concepts clés pouvant sous-tendre une nouvelle législation; considérant qu'elles fournissent une base juridique dont les femmes peuvent se prévaloir et qu'elles sont le moteur d'une nouvelle législation nationale et internationale;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de plaider explicitement en faveur d'une convention relative à la discrimination liée à l'âge, et de collaborer à l'élaboration de son contenu, comme la délimitation des notions et domaines auxquels la convention est applicable et, à cet égard, de s'impliquer activement dans le Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement des Nations unies;

2. de poursuivre la lutte contre la discrimination liée à l'âge au niveau international et d'œuvrer activement à l'élargissement et au renforcement de l'instrumentaire international en matière de droits de l'homme en suivant différentes pistes;

3. de continuer à s'investir dans la mise en œuvre et dans le soutien d'initiatives bilatérales et multilatérales avec d'autres pays, avec l'Union européenne, avec l'ONU et avec les organisations régionales, sur le plan de la lutte contre la discrimination liée à l'âge;

4. de plaider, au niveau européen, pour une approche intégrée de la discrimination liée à l'âge et de contribuer à l'intégration et à la protection des droits des personnes âgées dans d'autres instruments politiques internationaux et européens (Semestre européen, socle européen des droits sociaux), en poursuivant notamment le développement de ces instruments et en œuvrant activement, à d'autres niveaux de pouvoir, à leur mise en œuvre, à leur contrôle et à leur intégration corrects;

5. de continuer à s'impliquer activement dans le Plan international d'action de Madrid sur le vieillissement, en collaboration avec le SPF Sécurité sociale, et de veiller à la bonne exécution et au contrôle de cet instrument;

6. d'intégrer la discrimination liée à l'âge en tant que facteur de coopération au développement, en misant notamment sur l'organisation autonome des personnes âgées et en soutenant les organisations qui défendent

ook enorme kansen biedt op voorwaarde dat ouderen wel ten volle kunnen genieten van hun burgerrechten;

S. gelet op de positieve impact van voornoemde conventies op andere beschermde groepen, zoals vrouwen en gehandicapten, waarbij conventies als CEDAW zorgen voor meer aandacht voor vrouwenrechten en de definitie van sleutelbegrippen waarop nieuwe wetgeving zich kan stoelen; dat ze een juridische grond bieden waarop vrouwen zich kunnen beroepen en mee de motor zijn van nieuwe nationale en internationale wetgeving;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING OM:

1. expliciet te ijveren voor een conventie over leeftijdsdiscriminatie en mee te werken aan de inhoudelijke uitwerking hiervan, zoals het afbakenen van de begrippen en domeinen waarop de conventie van toepassing is en hierbij een actieve rol op te nemen in de VN "*Open-ended Working Group on Ageing*";

2. leeftijdsdiscriminatie te blijven bestrijden op internationaal niveau en actief te ijveren voor de uitbreiding en de versterking van het internationaal mensenrechteninstrumentarium op verschillende sporen;

3. zich te blijven inzetten voor de ontwikkeling en de ondersteuning van bilaterale en multilaterale initiatieven met andere landen, de EU, de VN en regionale organisaties met betrekking tot het bestrijden van leeftijdsdiscriminatie;

4. op EU-niveau te pleiten voor een geïntegreerde aanpak van leeftijdsdiscriminatie en mee te helpen aan de integratie en de bescherming van ouderenrechten in andere internationale en Europese beleidsinstrumenten (Europees Semester, Europese Pijler van Sociale Rechten) door, onder meer, deze instrumenten verder uit te bouwen, en bij andere beleidsniveaus actief te ijveren voor de correcte implementatie, monitoring en integratie ervan;

5. een actieve rol te blijven opnemen in MIPAA, met de FOD Sociale Zekerheid, en te zorgen voor de goede uitvoering en monitoring van dit instrument;

6. leeftijdsdiscriminatie mee te nemen als factor in ontwikkelingssamenwerking, door onder meer in te zetten op zelforganisatie van ouderen en organisaties te ondersteunen die zich inzetten voor ouderen; er bij

les droits des personnes âgées; d'insister, auprès des pays partenaires de la coopération belge au développement, pour qu'ils accordent une attention spéciale à la problématique de la discrimination liée à l'âge et d'aider à mettre en place et à développer des systèmes de protection sociale dans les pays qui n'en sont pas encore ou pas suffisamment pourvus.

28 juin 2019

de partnerlanden van de Belgische ontwikkelingssamenwerking op aan te dringen om extra aandacht te besteden aan de problematiek van leeftijdsdiscriminatie en te helpen bij het opzetten en uitbouwen van sociale beschermingssystemen in landen waar deze nog niet of onvoldoende zijn uitgebouwd.

28 juni 2019

Els VAN HOOFF (CD&V)